

L'université sous pression

écrit par Jerome Burgener | 8 juin 2022

À l'Université de Genève, les activistes semblent faire la loi. Deux actions ont été menées en l'espace de trois semaines par des associations se réclamant de la défense des LGBTQIA+. En avril, des agitateurs ont réussi à faire annuler une conférence de Caroline Eliacheff et Céline Masson autour de leur livre *La Fabrique de l'enfant transgenre*, jugé transphobe. Plus récemment, un groupuscule (le même?) a saboté la conférence d'Eric Marty (lire ci-contre), hurlant : «Ton livre c'est de la merde, on l'a pas lu.» Motif? Toujours la présupposée transphobie de l'auteur.

Voir des activistes s'offusquer d'un ouvrage dont ils ne connaissent pas le contenu peut faire sourire. C'est le cas chez Ralph Müller, doctorant en langue et littérature françaises modernes à l'UNIGE et créateur de contenus sur Youtube: «Dès le moment où vous affirmez que vous n'avez pas lu un livre, il devient difficile de dire qu'on est offensé. Il faut condamner ces activistes, critiquer leurs méthodes mais aussi essayer de comprendre pourquoi ils en viennent à adopter ce genre de postures.»

Une vision tronquée de la réalité

En plus d'y voir un enfermement idéologique malsain, Ralph Müller redoute que les pressions exercées par les activistes ne donnent une vision biaisée de la population estudiantine aux autorités universitaires: «Le danger est que ces associations tendent à donner l'illusion d'être les thermomètres d'une sensibilité intellectuelle unique chez des étudiants. Les professeurs et le rectorat pourraient y croire et se dire que les revendications sont partagées par une majorité.»

Ces deux affaires font parler d'elles au-delà de la Romandie: le magazine français *Causeur* a d'ailleurs relayé un article initialement publié par Jonas Follonier dans *Le Regard Libre*. Notre confrère y rappelle qu'Eric Marty a une pensée s'inscrivant plutôt... à gauche. Contacté, le service presse de l'UNIGE affirme qu'il ne cédera pas aux injonctions des agitateurs: «Les enseignant-es choisissent librement leurs intervenant-es (sic), non pas selon leur caractère plus ou moins consensuel, mais en fonction de leur pertinence dans le cadre d'un cours ou d'une conférence. La confrontation des écoles de pensée fait partie de la démarche académique, l'université doit veiller à éviter les tentations d'autocensure.»

L'Université de Genève reste laconique quant à un éventuel renforcement de son service de sécurité en cas de futures venues d'orateurs jugés «sulfureux»: «L'université accueille plus de 700 événements publics par année et adapte depuis longtemps son dispositif de sécurité aux caractéristiques de chacun d'entre eux. Les sujets politiques ou la venue de personnalités internationales impliquent par exemple une sécurité renforcée.»

Les événements de ces deux derniers mois dans la Cité de Calvin sont observés, aussi bien par les médias que par des jeunes d'autres universités. C'est le cas de Barry Lopez, ancien président des Jeunes PLR vaudois et ancien assistant parlementaire d'Isabelle Moret. Malgré l'image très à gauche de l'institution, l'étudiant en droit estime que la situation à Lausanne est moins problématique qu'à Genève. Il évoque des débats et des discussions qui le font doucement sourire, «mais pas de pression malsaine». Tout au plus déplore-t-il quelques actes isolés. «Certaines affiches se font taguer ou arracher quand les sujets sont clivants. Il est dommage de voir de

l'intolérance de la part de personnes qui se revendiquent de l'ouverture», ironise Barry Lopez.

Evaluer le ressenti?

Si les actes commis par des groupes de pression peuvent être jugés inquiétants pour la liberté, l'Université de Fribourg elle-même se rapproche doucement du 1984 d'Orwell en publiant, dans ses locaux, une série d'affiches dont l'une déclare, sur fond rose: «Ici on fait des blagues! Mais déplacées ou osées, c'est du harcèlement». Elle est accompagnée d'un commentaire dont les implications ne sont pas évidentes: «Le ressenti de la personne prime sur l'intention de l'auteur·e de la blague.»

Comment fera l'université pour évaluer un ressenti? Sans surprise, le verdict reviendra à la «victime», explique Marius Widmer, responsable de la communication de l'UNIFR. «Pour savoir ce qui porte atteinte à la dignité ou l'intégrité physique ou psychique d'une personne », il préconise de se fier à «l'avis de la personne concernée», qui est forcément «subjectif». «Le message de l'affiche est de dire que le respect de chacune et chacun est primordial», poursuit-il. «Faire des blagues qui visent à inférioriser une personne ne peut pas être l'objectif de l'humour.»

Si on ne risque pas de beaucoup se taper sur les cuisses, du côté de la Sarine, au moins une satisfaction: pas question d'y annuler préventivement la venue d'un conférencier, quel qu'il soit. «L'université comme lieu d'échange intellectuel et de confrontation d'idées laisse et laissera la place à diverses opinions et avis. Finalement, la recherche a aussi un lien avec la société et dans ce sens, il est opportun qu'elle apporte des éclairages avec un fondement scientifique et argumenté.»